Burundi : le président Nkurunziza annonce qu'il pourrait se représenter en 2020

@rib News,Â 30/12/2016Â - SourceÂ AFP Le prÃ©sident burundais Pierre Nkurunziza, dont la rÃ©Ã©lection en 2015 Ã un troisiÃ¨me mandat controversÃ© a provoquÃ© une grave crise politique dans son pays, a laissÃ© entendre vendredi qu'il pourrait Ã nouveau se reprÃ©senter en 2020, si "le peuple le demande". "Comme nous sommes dans un pays rÃ©gi par la loi et si le peuple dit qu'elle autorise quelqu'un Ã se reprÃ©senter (Ã la magistrature suprÃªme) sans violer la loi, si le peuple le demande, nous ne trahirons pas la confiance du pays, la confiance du peuple", a dÃ©clarÃ© M. Nkurunziza, lors d'une sÃ©ance de questions publiques Ã Rutana, dans le sud-est du Burundi.

"Le peuple peut dÃ©cider chaque fois qu'il le dÃ©sire (de rÃ©former) la Constitution", a-t-il ajoutÃ©, suggÃ©rant ainsi qu'il Ã©t prÃªt Ã rÃ©viser l'actuelle Constitution, dont l'article 96 prÃ©voit que le chef de l'Ã‰tat "est Ã©lu au suffrage universel direct po un mandat de cinq ans renouvelable une fois". Des divergences sur l'interprÃ©tation de cet article sont Ã l'origine de la crise actuelle. M. Nkurunziza avait Ã©tÃ© Ã©lu une premiÃ¨re fois par le Parlement en 2005, dans le cadre d'un mÃ©canisme de sortie de guerre civile (1993-2006) prÃ©vu par l'accord d'Arusha (2000), puis une deuxiÃ¨me fois au suffrage universel en 2010. Il considÃ¨re donc que son premier mandat ne compte pas, ce qui l'a autorisÃ© Ã se reprÃ©senter fin avril 2015 Ã un troisiÃ¨me mandat, avant d'Ãªtre rÃ©Ã©lu en juillet de la mÃªme annÃ©e. L'opposition, la sociÃ©tÃ© civile et une partie de s camp ont au contraire jugÃ© ce troisiÃ¨me mandat contraire Ã la Constitution et Ã l'Accord d'Arusha, prÃ©cipitant le pays dans une grave crise qui perdure. Depuis avril 2015, les violences ont fait plus de 500 morts et poussÃ© plus de 300.000 personnes Ã quitter le pays. M. Nkurunziza a reconnu avoir promis Ã l'occasion de sa rÃ©Ã©lection de ne pas se reprÃ©sente en 2020. Mais cette dÃ©cision avait Ã©tÃ© prise "en fonction de la conjoncture du moment", a-t-il arguÃ©. Pour lÃ©gitimer sa rÃ©vision de la Constitution, il entend se baser sur un rapport rÃ©cent du Conseil national du dialogue interne (CNDI), qui a affirmÃ© qu'une majoritÃ© des participants Ã ce dialogue souhaitaient mettre un terme Ã la limite de deux mandats prÃ©sidentiels. AprÃ¨s la publication de ce rapport, le Conseil des ministres avait dÃ©cidÃ© de crÃ©er une commission chargÃ©e de prÃ©parer une rÃ©vision de la Constitution, conformÃ©ment aux conclusions du CNDI. Ce dialogue national exclut cependant une large partie de l'opposition intÃ©rieure et en exil, avec laquelle le gouvernement burundais refuse de discuter, malgrÃ© les pressions de la CommunautÃ© internationale. La rÃ©vision constitutionnelle envisagÃ©e par M. Nkurunziza pourrait aussi mettre fin aux dispositions issues de l'accord d'Arusha, qui prÃ©voient des quotas ethniques entre Hutu (85% de la population) et Tutsi (14%) pour les corps de dÃ©fense et de sÃ©curitÃ© (armÃ©e, police et services secrets), les postes Ã©lectifs et la haute fonction publique. L'opposition et la sociÃ©tÃ© civile burundaise, en exil, craignent une rÃ©vision "en profondeur" de la Constitution, qui la ferait sortir du cadre de l'accord d'Arusha, lequel constitue selon elle le socle dÃ©mocratique du Burundi. Vendredi, le prÃ©sident Nkurunziza a, par ailleurs, menacÃ© de retirer en janvier les troupes burundaises dÃ©ployÃ©es en Somalie dans le cadre de la force de l'Union africaine sur place (Amisom), si la dispute entourant le paiement de leur salaire n'Ã©tait pas rÃ©glÃ©e. "Sachez que nous les Burundais, ne sommes pas allÃ©s en Somalie pour gagner de l'argent mais pour aider ce pays", a-t-il dÃ©clarÃ©. "Si cette question des salaires de nos soldats (engagÃ©s dans l'Amisom) n'est pas rÃ©glÃ©e, nous nous sommes prÃ©parÃ©s pour un retrait de nos troupes de Somalie en janvier." Selon Bujumbura, le contingent burundais - 5.400 hommes sur les plus de 22.000 de l'Amisom - n'est plus payÃ© depuis 11 mois. Les salaires de l'Amisom sont financÃ©s par l'Union europÃ©enne (UE). Mais l'UE entend payer ces soldats burundais directement, sans passer par Bujumbura, pour empÃªcher leur gouvernement d'utiliser cet argent Ã d'autres fins et l'inciter Ã discuter avec l'opposition en l'asphyxiant encore un peu plus Ã©conomiquement.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});